



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
SAÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 05/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**GROUPE MEAC SAS**

BP 11  
70700 Gy

Références : UID257090/SPR/YR/2025-0424B  
Code AIOT : 0005901833

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2025 dans l'établissement GROUPE MEAC SAS implanté Lieu-dit Brule Cul 70700 Gy. L'inspection a été annoncée le 28/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GROUPE MEAC SAS
- Lieu-dit Brule Cul 70700 Gy
- Code AIOT : 0005901833
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation du site est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 1920 du 12 juillet 2007, pour une durée de 30 ans.

L'extraction est autorisée à un rythme moyen de 420 000 tonnes par an et 500 000 tonnes par an au maximum.

Le gisement exploité est du calcaire, afin de produire du carbonate de calcium, dans l'usine du Groupe MEAC située juste à côté de la carrière.

Les parties du gisement qui ont une teneur en carbonates de calcium inférieure à 95 % sont utilisés pour la fabrication de granulats. Du sable est également un co-produit du site. Celui-ci est commercialisé pour différentes applications de construction, tels que la fabrication d'enrobés.

Les installations contrôlées sont : carreau et fronts.

### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Niveaux de production	Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 4	Sans objet
2	Épaisseur d'extraction et géométrie des fronts	Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 19	Sans objet
3	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 23 et 24	Sans objet
4	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 26.4	Sans objet
5	Suivi des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6 à 19.8	Sans objet
6	Surveillance des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 28.4	Sans objet
7	Surveillance des niveaux de vibration	Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 31	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que la carrière était correctement entretenue et suivie.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Niveaux de production

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Niveaux de production
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Le volume total de matériaux autorisés à extraire est de l'ordre de 5 800 000 m<sup>3</sup> (environ 12 800 000 t) sous une couverture de 0,2 m de terre végétale et 3 m de matériaux de découverte (plaquettes) ; ces matériaux impropres à la commercialisation produiront de l'ordre de 480 000 m<sup>3</sup> à utiliser pour la remise en état du site.</p> <p>La quantité annuelle moyenne autorisée à extraire est de 420 000 tonnes.</p> <p>La production pourra atteindre 500 000 tonnes/an pour satisfaire des besoins exceptionnels tout en respectant la moyenne précitée calculée sur la durée des périodes quinquennales considérées. Les valeurs précitées s'entendent des matériaux autres que les terres végétales, poches d'argile rencontrées lors de l'exploitation et matériaux de découverte qui sont conservés sur le site en vue de sa remise en état.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare régulièrement la quantité de matériaux extraits sur la carrière sur l'application GEREP. La quantité de matériaux extraite est inférieure à la quantité moyenne autorisée de 420 000 tonnes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Épaisseur d'extraction et géométrie des fronts

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 19</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Épaisseur d'extraction et géométrie des fronts</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art 19.1 - L'épaisseur d'extraction par rapport au niveau du terrain naturel sera de 48 m (3 m de terre et plaquettes + 3 fois 15 m) au plus, divisée en trois gradins d'une hauteur unitaire maximale de 15 m chacun ; ils seront séparés par une banquette sensiblement horizontale de 15 m de largeur en cours d'exploitation et ramenée à 5 m en position ultime.</p> <p>Art 19.2 - L'extraction des matériaux se déroulera en six phases de cinq ans conformément au phasage précisé en figures jointes en annexe.</p> <p>Art 19.3 - La cote d'altitude minimale du carreau inférieur en cours d'exploitation ne doit pas se situer au-dessous de 275 mètres NGF.</p> <p>Art 19.4 - Les bords supérieurs de l'excavation sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. L'exploitation de la masse doit être arrêtée, à compter des bords de la fouille, à une distance horizontale telle que, compte tenu de la nature et de l'épaisseur tant de la masse exploitée que des terres de recouvrement, l'équilibre des terrains voisins ne soit pas compromis.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté que l'exploitation actuelle des fronts était réalisée sur une hauteur d'environ 10 m. L'exploitant a confirmé qu'il avait diminué la hauteur de fronts de taille qui seront dorénavant exploités sur une hauteur d'environ 10 m. L'exploitation est actuellement réalisée dans 2 zones, une zone en fond de carrière qui avance sur 2 fronts de taille en direction du Sud Ouest et une zone qui avance sur 1 front de taille en direction du Nord Ouest.</p>

<p>L'exploitation est en retard par rapport au phasage initialement prévu.</p> <p>D'après le plan d'exploitation, la cote minimale de 275 m a été atteinte.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Plan d'exploitation**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 23 et 24</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Plan d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art 23 - L'exploitant doit établir un plan de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,</li> <li>- le bord de la fouille,</li> <li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs (nivellement NGF) en particulier l'aire des stockages et les banquettes découpant les fronts,</li> <li>- les zones remises en état,</li> <li>- la position des éventuels éléments de surface à protéger et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</li> </ul> <p>Art 24 - Ce plan est mis à jour au moins une fois par an ; l'exploitant doit le tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis le dernier plan d'exploitation de la carrière, sa dernière mise à jour est datée du 3 décembre 2024. Le plan fait apparaître les différents éléments demandés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 26.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées par des hydrocarbures et des matières en suspension telles que les eaux de ruissellement sur aire étanche (approvisionnement en carburant des engins de chantier, entretien, vidange, petites réparations des engins, stationnement des engins) comme celle prévue à l'article 10 ci-dessus, doivent transiter par un dispositif débourbeur-séparateur d'hydrocarbures équipé d'un obturateur automatique avant d'être acheminées dans le milieu naturel en respectant les normes fixées à l'article 26.3. ci-dessus.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

<p>Lors de la dernière inspection, il avait été demandé à l'exploitant de mettre en œuvre les dispositions nécessaires pour que les engins stationnent sur une aire étanche.</p> <p>Il a été constaté qu'une nouvelle aire étanche avait été réalisée. Cette aire étanche est située dans l'emprise de l'usine située à côté de la carrière. Elle est suffisamment dimensionnée pour permettre le stationnement de 3 engins sur roues. L'exploitant a indiqué que les engins de la carrière étaient stationnés sur cette aire étanche en dehors des horaires de fonctionnement de la carrière.</p> <p>L'aire étanche est reliée à un débourbeur - deshuileur, les eaux pluviales de ruissellement rejoignent ensuite le réseau d'eaux pluviales de l'usine. L'exploitant a indiqué qu'un nettoyage de ce débourbeur serait réalisé une fois par an en même temps que les autres débourbeurs de l'usine.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Suivi des retombées de poussières

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6 à 19.8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art 19.6 - Le plan de surveillance comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;</li> <li>- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;</li> <li>- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).</li> </ul> <p>Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.</p> <p>Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.</p> <p>Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.</p> <p>Art 19.7 - Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m<sup>2</sup>/jour.</p> <p>L'objectif à atteindre est de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p> <p>En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p>

<p>Article 19.8 - Pour les installations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa du paragraphe 19.5 du présent arrêté, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum.</p> <p>La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.</p> <p>Toutefois, pour les carrières dont la surface n'est pas entièrement située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère, la mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté les résultats des dernières mesures de retombées de poussières réalisées en 2024. Les mesures sont réalisées sur 7 points de mesures par des jauges. 4 points de mesure sont disposés en limite de la carrière, 1 point témoin et 2 points au niveau des habitations les proches. Les données météorologiques proviennent de la station météo france de Rioz.</p> <p>Les dernières mesures ont été réalisées par la société Kali'air sur les périodes mars/avril 2024 et juillet/août 2024. Les résultats de ces mesures n'appellent pas d'observations.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la première campagne de mesure de 2025 avait été réalisée mais qu'il ne disposait pas encore des résultats.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Surveillance des émissions sonores

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 28.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit faire réaliser à ses frais, dès le début des travaux d'exploitation et de traitement des matériaux, ainsi qu'à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation et à chaque changement de phase d'exploitation, une campagne de mesures des émissions sonores de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Ces mesures, destinées en particulier à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, seront réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations.</p> <p>Les mesures seront effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et les résultats tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que la dernière mesure des émissions sonores avait été réalisée en 2021. Il a indiqué qu'une nouvelle mesure devait être réalisée cette année dans le courant du mois de mai. La mesure des émissions sonores est commune avec l'usine voisine.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance des niveaux de vibration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 31

Thème(s) : Risques accidentels, Vibration

**Prescription contrôlée :**

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes (immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments) des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

[...]

Le respect de la valeur ci-dessus sera vérifié dès les premiers tirs réalisés sur la carrière et dans les conditions représentatives d'exploitation et, en particulier, au niveau des habitations les plus proches, puis à la demande de l'inspecteur des installations classées par campagnes périodiques. Les résultats des mesures doivent être tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

La charge unitaire ne peut dépasser 80 kg d'explosifs.

Dans le cas où une campagne de mesures mettrait en évidence le dépassement de normes, une étude est alors élaborée afin de déterminer :

- l'origine de ces dépassements,
- les moyens à mettre en œuvre pour respecter les normes précitées.

**Constats :**

L'exploitant a indiqué qu'environ 1 à 2 tirs de mines par mois était réalisé. L'exploitant a transmis les plans de tir des 3 derniers tirs de mines réalisés.

L'exploitant a indiqué qu'une mesure des vibrations était réalisée pour chaque tir de mines au niveau de l'habitation la plus proche située à environ 700 m des fronts de taille. La vitesse maximale mesurée était de 0,35 mm/s pour le tir réalisé le 25/03/2025.

Type de suites proposées : Sans suite